

Journal of **Cross-Regional** Dialogues
Revue de Dialogues **Inter-Régionaux**

Presses Universitaires de Liège

Courriel : presses@uliege.be
Place de La République française, 41
Bât. O1 (7^e étage)
4000 Liège – Belgium
Site : www.presses.uliege.be

2021



Mise en page : Thierry MOZDZIEJ
Image de couverture : Sebastian SANTANDER

D/2021/12.839/37
ISBN : 978-2-87562-300-3
ISSN : 2593-9483
Imprimé en Belgique

Ce numéro est sponsorisé par le FNRS
ainsi que par le BelpD-COFUND

La revue émane du centre de recherche :
Center for International Relations Studies (CEFIR)
www.cefir.be

Special issue
Western Balkans, European Union and Emerging Powers/
Numéro spécial
Les Balkans occidentaux,
l'Union européenne et les puissances émergentes

Coordinator and Guest Editor/Coordinateur et Éditeur invité
Liridon Lika

Journal of **Cross-Regional** Dialogues
Revue de Dialogues **Inter-Régionaux**

2/2021



Presses Universitaires de Liège



Table of contents/Table des matières

The Western Balkans at the crossroads of European integration and the emerging powers' projection of influence.....	7
Liridon LIKA	
Role of Political Actors in the EU Integration Process: Cases of Kosovo, North Macedonia and Albania.....	31
Dorina BËRDUFİ	
Facteurs internes, pressions systémiques et politique étrangère des États des Balkans occidentaux.....	61
Ardijan SAINOVIC	
The Berlin Process for the Western Balkans. What is in a name?.....	83
Vjosa MUSLIU	
Le renouvellement stratégique de l'Union européenne dans les Balkans occidentaux : une asymétrie d'approches entre les différentes institutions européennes.....	103
Antoine DELENS	
La rivalité entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux et son impact pour l'Union européenne.....	129
Kamal BAYRAMZADEH	
Connectivity and international production networks in the Western Balkans: to what extent can China erode the economic dominant position of the EU?.....	147
Jean-Christophe DEFRAIGNE	
“Varia” section of the Journal/Rubrique « Varia » de la Revue	
From Connectivity and Security to Regional Integration? The “Central Asian corridor” region.....	181
Noemi M. ROCCA	

Book Reviews/Comptes-rendus

**La Coopération de Shanghai. Conceptualiser la nouvelle Asie,
par Pierre Chabal, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2019..... 209**

Sebastian SANTANDER

**Commercial Realism and EU Trade Policy:
Competing for Economic Power in Asia and the Americas,
by Katharina L. Meissner, London, Routledge, 2018 213**

Antonios VLASSIS

Presentation of the Journal/Présentation de la Revue 219

La rivalité entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux et son impact pour l'Union européenne

Kamal BAYRAMZADEH¹

Résumé

Depuis plusieurs années, la région des Balkans occidentaux connaît une augmentation de la présence des puissances émergentes et régionales. Il s'agit notamment de la Chine, de la Russie, de la Turquie et de l'Arabie Saoudite qui veulent y accroître leurs influences politiques, économiques, culturelles, etc. La rivalité entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux se manifeste en particulier par les activités des réseaux religieux qui contribuent à l'augmentation de l'influence de ces deux pays qui mettent en œuvre la stratégie de *soft power*. Après le sommet de Thessalonique de 2003 et l'instauration d'une stabilité relative, les pays des Balkans occidentaux ont progressivement commencé des réformes pour adhérer à l'Union européenne (UE) ; et comme la région se situe dans son voisinage immédiat, il s'agit pour elle d'une question stratégique majeure, tant sur le plan de sa sécurité que sur celui de sa stabilité. Dans un contexte marqué par l'interdépendance sécuritaire, l'UE a entrepris plusieurs actions politiques afin de jouer le rôle d'acteur dans la reconstruction et la stabilisation de cette région. Les États des Balkans

¹ Kamal Bayramzadeh est enseignant en Relations internationales à l'Université Sorbonne Paris Nord (Paris 13) et chercheur invité au Département de Science politique de l'Université de Liège (ULiège). Il est membre associé de l'Institut de Droit Public, Sciences Politiques et Sociales de Paris 13 (IDPS), membre du *Center for International Relations Studies (CEFIR)* de l'ULiège et membre associé de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Son dernier article est publié dans les Cahiers de Science Politique de l'ULiège en février 2021 : « La limite de puissance de l'Union Européenne dans les relations internationales » : consultable sur le site web suivant : <https://popups.uliege.be/1784-6390/index.php?id=998>

occidentaux doivent encore progresser afin de remplir les conditions d'adhésion prévues par les critères de Copenhague (politique, économique et acquis communautaire). Dans cette perspective, la lutte d'influence entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux peut avoir des conséquences négatives sur le processus d'élargissement de l'UE aux pays de cette région en raison du développement des courants religieux radicaux notamment le *wahhabisme* qui s'oppose aux valeurs politiques et culturelles de l'UE.

Mots clés : Turquie, Arabie Saoudite, Balkans occidentaux, Union Européenne, *Soft power*.

Introduction

Le présent article se penche sur les enjeux politiques, économiques, religieux, militaires, et sécuritaires liés à la compétition entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro, Serbie) afin d'examiner les implications pour l'Union européenne (UE). La Turquie et l'Arabie Saoudite, en compétition pour le *leadership* du monde musulman sunnite, ont accru leurs activités dans les Balkans occidentaux, notamment en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine du Nord et en Serbie. Contrairement à la Turquie, qui avait maintenu une présence régionale dans le sillage de l'Empire ottoman, la présence de l'Arabie Saoudite n'a débuté qu'après 1992, dans le contexte de la guerre en Bosnie-Herzégovine. Le présent article entend également montrer que la stratégie de ces deux États est liée à une politique de *soft power*² dans deux émanations de l'islam politique, l'une liée au *wahhabisme* et l'autre à l'islam politique turc proche de l'organisation transnationale islamique sunnite des « Frères musulmans ». L'essor des activités de ces acteurs, notamment par le biais des réseaux religieux et culturels saoudiens, constitue une menace sécuritaire, dans la mesure où Ryad contribue au développement d'un islam radical de type *wahhabite* (néo-salafisme), en particulier dans les pays précités. La question centrale qui anime cette recherche est de déterminer dans quelle mesure l'accroissement de l'influence de la Turquie et de l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux présente un défi politique et sécuritaire pour l'UE ? Cette interrogation peut se

² Selon Joseph S. Nye, le *soft power* (puissance douce) représente un pouvoir de séduction ou de cooptation qui repose sur des ressources intangibles comme la culture, les institutions et les idées, alors que le *hard power* (puissance dure) représente les aspects tangibles de la puissance (Nye, 2002).

décliner en plusieurs sous-questions. Dans quelle mesure l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux est lié à la sécurité et la stabilité politique dans cette région ? Quels sont les liens entre la politique étrangère turque depuis 2002 et le renforcement de la présence de celle-ci dans les Balkans occidentaux ? Quelles sont les différences entre les islam turc et saoudien ? Quelles sont les spécificités de l'islam des Balkans ? Quels sont les relais d'influence d'Ankara et de Riyad dans les Balkans occidentaux ? Nous répondrons à ces questions en quatre parties. Dans la première, nous montrons les enjeux d'élargissement de l'UE à l'endroit des Balkans occidentaux. Nous examinerons en deuxième partie les deux déclinaisons islamiques en présence et la rivalité turco-saoudienne pour le *leadership* des citoyens de confession musulmane sunnite dans les Balkans occidentaux. Nous démontrerons en troisième partie les effets de la politique étrangère du Parti de la justice et du développement (AKP) dans les Balkans occidentaux. Enfin, dans la quatrième partie il sera nécessaire d'expliquer la politique de l'Arabie Saoudite notamment sur le plan de la diplomatie religieuse dans plusieurs pays de la région.

Les enjeux principaux d'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux

L'UE est une organisation internationale à vocation régionale et fondée sur des valeurs démocratiques. L'élargissement de l'UE s'inscrit dans une démarche historique débutée en 1950 avec la déclaration de Robert Schuman qui avait proposé une coopération économique entre la France et l'Allemagne afin de juguler toute velléité guerrière entre les deux pays : « le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe » (Déclaration de Robert Schuman de 1950). La perspective historique de cette déclaration était la construction d'une Europe fédérale ouverte à tous les pays européens partageant des valeurs démocratiques. Depuis la fondation de la Communauté européenne (CE), l'Europe communautaire a connu plusieurs vagues d'adhésion en fonction de l'évolution du contexte européen et mondial. L'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a permis quelques années plus tard la dernière grande vague d'adhésions : celle des pays de l'Europe centrale et orientale. Après l'éclatement des guerres dans l'ex-Yougoslavie, l'UE a été confrontée aux conséquences sécuritaires et politiques de ces conflits. Mais en raison de l'absence d'une politique étrangère commune, elle n'a pas pu jouer un rôle effectif pour mettre fin aux conflits. Toutefois, à partir de la fin des conflits, l'UE s'est impliquée davantage dans la construction et

la stabilisation post-conflit via des opérations de maintien de la paix et de la consolidation de l'État de droit (Petiteville, 2017, p. 122). Les objectifs principaux des actions menées par l'UE dans les Balkans occidentaux étaient de contribuer à la sécurisation et à la stabilisation de cette région qui se situe dans son voisinage. Dans ce nouveau contexte, l'UE a élaboré une nouvelle stratégie à l'égard de Balkans occidentaux basée sur la puissance normative (*normative power*) pour européeniser cette région. Pour réaliser cette stratégie, elle a proposé en 1999 le Processus de stabilisation et d'association (PSA) afin d'encourager la démocratisation et la transformation « [...] des Balkans occidentaux en une région de paix, de stabilité, et de prospérité économique, dont l'objectif final serait sa pleine adhésion à l'UE » (Lika, 2018, p. 42). Le Conseil européen de Thessalonique de 2003 a confirmé que les pays des Balkans occidentaux étaient des candidats potentiels à l'adhésion à l'UE. Pour devenir membre de celle-ci ces États doivent remplir les trois critères de Copenhague (1993) : le critère politique ; le critère économique et le critère de l'acquis communautaire. En dépit de plusieurs progrès tangibles, la Croatie est le seul pays des Balkans occidentaux qui est devenu membre de l'UE en 2013. L'Albanie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie ont obtenu le statut des pays candidats. En ce qui concerne la Bosnie Herzégovine et le Kosovo, ils sont des candidats potentiels pour l'adhésion à l'UE. Par ailleurs, il est important de préciser que plusieurs pays comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Chine et la Russie ont augmenté ces dernières années leur présence dans les Balkans occidentaux. Parmi ces pays, la Turquie constitue un cas particulier, car elle veut d'une part, devenir membre de l'UE, et d'autre part, elle est en compétition avec l'UE dans les Balkans occidentaux. De ce fait, nous constatons qu'il y a plusieurs enjeux dans cette région, mais l'interdépendance sécuritaire joue un rôle important dans la politique d'élargissement de l'UE aux pays des Balkans occidentaux. À partir de ces observations, nous allons à présent examiner la rivalité entre la Turquie et l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux.

La rivalité turco-saoudienne pour le *leadership* des citoyens de confession musulmane dans les Balkans occidentaux

La Turquie et l'Arabie Saoudite sont deux puissances régionales du Moyen-Orient. En dépit de leur appartenance au monde musulman sunnite, leurs relations sont marquées par des formes de dégradation et de tension, notamment au cours des dernières années. Dans le cadre du conflit en Libye, les divergences, liées à des facteurs politiques et religieux entre les deux pays, ont montré à quel point la compétition hégémonique

caractérise leurs rapports : en effet, souligne David Rigoulet-Roze, « une concurrence, à la fois politique et religieuse, semble désormais marquer les relations entre deux pays, d'obédience sunnite certes, mais rattachés à des écoles de droit musulman (*Fiqh*) somme toute très différentes, l'école *hanafite*, pour la Turquie, et l'école ultra-orthodoxe *hanbalite*, pour l'Arabie Saoudite » (Rigoulet-Roze, 2019, p. 76). Dans l'exercice de la politique étrangère de ces deux pays, le *soft power* occupe une place importante notamment à l'égard des pays ayant des communautés de confessions musulmanes sunnites (Mervin et Mouline, 2017, p. 27). Dans cette perspective, la région balkanique demeure une zone d'influence pour le déploiement de la stratégie de *soft power* de la Turquie et de l'Arabie Saoudite en raison de la présence des populations de confession musulmane ; par exemple : « [d]ans des pays comme l'Albanie ou le Kosovo, une véritable rivalité oppose la *Diyanet* à d'autres vecteurs d'influences, principalement issus du monde arabe, pour le contrôle des structures officielles des communautés islamiques » (Dérens et Geslin, 2013, p. 27).

Historiquement, le développement de l'islam dans les Balkans est lié à la période ottomane. Mais l'islam des Balkans est marqué par la diversité et il est difficile de parler d'un courant confessionnel homogène : « [...] on observe des différences notables entre une majorité sunnite (de rite hanéfite) et des groupes alévis-kizilbash (en Thrace grecque et en Bulgarie) ou bektachis (en Albanie méridionale et centrale, dans quelques régions de Macédoine occidentale et dans celle de Gjakovë au Kosovo), qui ont en commun certains rites, ainsi qu'une dévotion particulière pour Ali – le gendre du prophète Muhammad [...] » (Clayer, 2004, pp. 18-19). Dans la construction de l'identité nationale de certaines nations balkaniques, comme chez les Bosniaques en Bosnie-Herzégovine, l'islam a été une composante importante, tandis que chez les Albanais en Albanie, au Kosovo, en Macédoine du Nord ou encore au Monténégro, l'ethnicité, la langue, et la nationalité ont primé sur la religiosité (UNDP, 2018 ; Krasniqi, 2008). Une étude consacrée au sujet montre que, dans l'ensemble, l'islam des Balkans occidentaux est marqué par une tradition de laïcité due à la nature des régimes politiques antérieurement vécus ; par exemple : « l'islam pratiqué dans les pays de l'ancienne Yougoslavie porte avant tout la marque du socialisme, qui lui a permis de trouver un compromis spécifique avec la modernité » (Dérens et Geslin, 2016, pp. 1 et 12-13).

Mais depuis l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) et l'éclatement de l'ex-Yougoslavie, l'islam politique a émergé dans la région, notamment avec le déclenchement de la guerre en

Bosnie-Herzégovine qui a fourni à Ryad une occasion d'investir les lieux par le biais d'une politique d'aide aux forces bosniaques ; selon Pierre Conesa, « [l]'Arabie Saoudite aurait recueilli plus de 373 millions de dollars pour le djihad bosniaque dans les années 1990. Les moudjahidines, le personnel des actions humanitaires et les Bosniaques formés à l'étranger constituèrent l'avant-garde d'un mouvement *wahhabite* local » (Conesa, 2016, pp. 159-160). De ce fait, le courant *wahhabite* s'est développé depuis en Bosnie-Herzégovine, et après les années 2000, dans plusieurs autres pays de la région en crise sur les plans socio-économiques ; et en particulier auprès des jeunes qui ne trouvaient pas de travail. Aujourd'hui encore, « [l]e chômage est l'un des principaux freins au développement. Il frappe surtout les jeunes générations, touchant plus d'un jeune sur deux (50 %) en Macédoine du Nord, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo » (Pierre, 2019, p. 84). Il est important de préciser que l'islam sunnite détient en Arabie Saoudite le statut de religion d'État ; il « est inspiré depuis 1932 par un pacte politico-religieux qui fait toute sa singularité. Il a été contracté entre la famille Al Saoud et la prédication *wahhabite*. Issu de l'école de jurisprudence islamique la plus orthodoxe du sunnisme, le *hanbalisme*, le *wahhabisme* va encore plus loin au sens où il se revendique comme plus authentique » (Dazi-Héni, 2017, p. 11). Le *wahhabisme* saoudien se rapporte à une forme du *salafisme* qui veut restaurer le califat sur l'ensemble du monde musulman. Dans ce sens, il demeure un élément décisif de *soft power* de l'Arabie Saoudite (Sur, 2018, p. 4), ce compris à l'égard des pays se composant des populations de confession musulmane et dans certains pays européens dans le cadre d'une stratégie d'influence globale, « l'Islam sert de moyen pour les relations étrangères de l'Arabie Saoudite afin de promouvoir son leadership : assurer la stabilité à l'intérieur du royaume et maintenir son influence régionale et mondiale » (Preuschaft, 2016, p. 26). Dans ce dessein, les organisations politiques, sociales, éducatives et religieuses (la Ligue islamique mondiale (LIM), l'Université islamique de Médine (UDM), l'organisation de la coopération islamique (OCI)) ont joué un rôle important au nom de la « solidarité islamique » (Mouline, 2017, p. 58). Ces dernières années, les réseaux d'influence saoudiens ont accru leurs activités dans les pays des Balkans occidentaux. Ces relais d'influence feront l'objet du développement de la quatrième partie.

La présence de l'islam turc dans les Balkans occidentaux remonte à l'Empire ottoman mais dans le nouveau contexte international, le renforcement du rôle de la Turquie est intimement lié à la politique étrangère de l'AKP depuis 2002. L'AKP est un parti conservateur au point de vue social et culturel, et libéral au point de vue économique (Schmid, 2018, p. 14). Il convient de préciser qu'il se réclame de racines

islamiques (Parlar Dal, 2012, p. 11) qui conditionnent la conception politique de ses dirigeants qui évoquent adéquation de l'islam et de la démocratie : « à Tunis, Erdoğan affirme que l'islam et la démocratie ne sont pas incompatibles comme le montre la réussite du processus électoral en Tunisie » (Djalili et Kellner, 2012, p. 59). Plusieurs études ont été réalisées sur l'islam politique et en particulier sur le cas de la Turquie afin de déterminer la nature et le fondement idéologique de ce parti. Selon Thierry Zarcone, on peut parler de « néo-islamisme » (Billion, 2010-2011, p. 44). Didier Billion partage ce point de vue en insistant sur la différence entre deux types d'islam politique : « [a]lors que l'islam politique traditionnel cherche à islamiser la société par le haut, les néo-islamistes visent, pour leur part, à répondre aux besoins de spiritualité de la population en se qualifiant de démocrates conservateurs » (Billion, 2010-2011, p. 44). Dans une autre étude relative à l'AKP, l'auteure le qualifie de courant post-islamiste fondé sur : « une identité politique conservatiste démocrate. Ses principes sont : une modernité qui n'exclut pas la tradition ; une universalité qui accepte le national ; une rationalité qui ne rejette pas le surnaturel ; un changement qui n'est pas radical » (Tinas, 2012, pp. 92-93). Pendant quelques années, « le modèle turc » lié à l'islam politique a remporté quelque succès dans certains pays avec des citoyens de confession musulmane, mais depuis le conflit syrien, il a montré ses limites en raison de la politique interventionniste de la Turquie, qualifiée « d'impérialiste » par une partie de l'opinion publique, notamment dans les Balkans occidentaux (Öztürk et Akgönül, 2020, p. 237). La rivalité turco-saoudienne dans les Balkans occidentaux montre que le champ d'attraction du *soft power* turc est plus large, l'Arabie Saoudite, pour sa part, contribue au développement d'un islam radical, en contradiction avec les valeurs de la population de cette région, qui pourrait impacter négativement le processus d'adhésion des pays balkaniques à l'UE. Quant à la Turquie, elle s'emploie à reconquérir les zones d'influences de l'Empire ottoman par le *soft power*, en mobilisant aussi l'élément religieux, et consolide son rôle en utilisant la région balkanique comme un levier d'influence vis-à-vis de l'UE dans le processus de négociation d'adhésion avec elle (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 130).

Cet examen préalable de deux formes d'islam politique, et de la compétition qui en résulte à travers deux puissances régionales, nous amène à présent à nous pencher sur les effets de la politique étrangère activée par la Turquie depuis 2002 sur ses relations avec les États des Balkans occidentaux.

La politique étrangère de la Turquie depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP et la place des Balkans occidentaux dans cette diplomatie

Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, la Turquie a mis en œuvre une politique étrangère élaborée par Ahmet Davutoğlu qui l'a qualifiée de proactive alors que certains auteurs ont préféré utiliser le terme de « néo-ottoman » (Rigoulet-Roze, 2019, p. 79). Selon Davutoğlu, auteur de *Profondeur stratégique : la position internationale de la Turquie*, cette dernière devrait d'abord s'affirmer en tant que puissance régionale et ensuite comme puissance globale. D'après lui, la Turquie doit devenir un acteur incontournable des relations internationales en accédant au statut de puissance centrale (Jabbour, 2019, p. 17). L'évolution des relations internationales, en particulier au Moyen-Orient, a permis à la Turquie de devenir une puissance régionale active. Cette doctrine de politique étrangère met l'accent sur la reconquête des zones d'influence de l'Empire ottoman par le *soft power*, et, dans cette perspective, les Balkans occidentaux font partie des zones de déploiement de cette stratégie politique dans la mesure où ils ont été placés sous domination ottomane pendant plus de cinq siècles, du XIV^e au XX^e (Ollier, 2019, p. 122). La politique étrangère turque, théorisée par Davutoğlu, insiste sur les principes suivants : « l'équilibre entre la sécurité et la démocratie, zéro problème avec les voisins, le développement des relations avec les régions voisines afin de faire rayonner l'influence de la Turquie des Balkans à l'Asie centrale en passant par le Moyen-Orient, l'adhésion à une politique extérieure multidimensionnelle, et enfin une diplomatie rythmique visant une représentation effective dans les organisations et conférences internationales » (Davutoğlu, 2008, pp. 82-83). Dans son livre, Davutoğlu montre que la profondeur stratégique turque repose sur deux piliers, historique et géographique, et que celle-ci doit intensifier ses activités dans ces zones par le biais du *soft power*. D'après lui, « la profondeur historique de la Turquie réside essentiellement dans l'héritage ottoman, mais aussi dans la modernisation qu'elle a connu lors de la sortie de l'Empire. (...) Cet héritage doit être exploité dans deux sens : sur le plan régional, il donne à la Turquie une responsabilité vis-à-vis des minorités musulmanes dans les Balkans et au Caucase, qu'elle doit protéger et dont elle doit se servir comme d'un levier pour accroître son influence, en particulier son influence culturelle » (Garapon, 2010, p. 5). L'application de cette politique a, un temps, contribué à l'amélioration des relations entre la Turquie et certains pays, dont la Syrie ou l'Iran, mais depuis 2011 et l'expansion du conflit syrien, la politique de « zéro problème avec les voisins » a montré ses limites. Et les conséquences de

cette doctrine sur les relations avec les États des Balkans occidentaux sont importantes et, avant de les examiner de plus près, il convient de rappeler les positions prises par la Turquie durant les guerres des années 1990 (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) lors desquelles Ankara a accentué sa médiation diplomatique en vue de mettre fin aux conflits (Lika, 2016, pp. 240-241). En effet, la stabilité et la sécurité des Balkans est cruciale pour elle, et ce pour plusieurs raisons : la question des réfugiés, l'insécurité régionale (Buzan et Waever, 2003, p. 393), la proximité géographique, la présence des diasporas balkaniques en Turquie et des minorités turques dans certains États de la région (Lika, 2016, pp. 240-241). La Turquie a reconnu l'indépendance de ces pays en dépit des conséquences probables sur les revendications de sa propre minorité kurde.

Depuis 2002, la Turquie a décuplé ses activités diplomatiques, économiques, politiques et culturelles dans les Balkans occidentaux – en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine du Nord et en Serbie – en mettant l'accent, selon elle, sur ses « responsabilités » à l'égard des musulmans de cette région. C'est pourquoi « Ankara vise tout d'abord à affirmer une posture de défenseurs des musulmans à travers le monde entier. Ainsi, les États indépendants à forte majorité musulmane (...) sont considérés comme des alliés naturels, qui doivent être soutenus » (Ollier, 2019, p. 125). La stratégie de *soft power* turc est fondée sur des éléments politique, culturel, humanitaire, sécuritaire et économique. Dans ce sens, plusieurs relais d'influence sont mobilisés : les écoles turques, l'Agence turque de coopération et développement internationale (TIKA), l'échange des étudiants, l'attribution de bourses, la diffusion de feuilletons télévisés turcs et la construction de mosquées et de routes. Le gouvernement turc mobilise de même la Direction des affaires religieuses (*Diyanet*) en tant qu'instrument d'influence sur les communautés de confession musulmane (Ollier, 2019, p. 126). Par ailleurs, les instituts *Yunus Emre* contribuent à la promotion de la langue, de la culture et de l'histoire turques dans les Balkans. Un programme de Turcologie a été ajouté aux cours de l'Université de Tirana où la langue turque est enseignée (Abazi, 2020, p. 174). Durant les années 2000, la Turquie a produit des efforts considérables pour améliorer des liens culturels et religieux avec l'Albanie. Ainsi, la TIKA a financé la rénovation de l'héritage de la période ottomane en Albanie : les mosquées, le Bazar et la madrasa de l'époque ottomane ont été restaurés (Abazi, 2020, p. 174). En matière économique, la Turquie est le sixième partenaire de l'Albanie où les entreprises turques ont considérablement développé leurs activités ces dernières années. En ce qui concerne le Kosovo, la présence turque est visible dans plusieurs domaines. Depuis 2008, quelque trente accords

bilatéraux, afin de promouvoir les coopérations culturelles, économiques et politiques, ont été signés. La Turquie a investi, entre 2004 et 2014, près de 360 millions de dollars dans les différents secteurs, notamment la construction, la communication et les banques (Visoka, 2020, pp. 116-117). En matière culturelle, les instituts *Yunus Emre* se montrent actifs au Kosovo où trois centres ont été implantés. Pendant longtemps, les écoles turques dans les Balkans ont été dirigées par des membres du mouvement de Fethullah Gülen, mais depuis le coup d'État de 2016, le gouvernement turc mène une lutte acharnée contre les membres de ce mouvement, et réclame leur extradition auprès des gouvernements du Kosovo, d'Albanie et de Bosnie-Herzégovine. Les écoles turques sont désormais dirigées par la fondation *Maarif*, créée en 2016 par le régime d'Erdoğan ; celle-ci a déjà ouvert des écoles en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Macédoine du Nord et vise également à faire la même chose en Serbie. Les coopérations économiques sont également en augmentation constante : « entre 2002 et 2012, le volume du commerce entre la Turquie et les Balkans occidentaux a augmenté de 307 % (Lika, 2016, p. 249). Entre 2009 et 2012, les IDE turcs se sont constamment accrus, passant de 50 millions de dollars (2009) à 187 millions (2012). L'aide turque au développement est également passée de 8,67 millions de dollars américains (2002) à 70,05 millions (2012), et les plus grands bénéficiaires ont été la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine du Nord (Lika, 2016, p. 249). Parallèlement, Ankara développe des activités diplomatiques pour contribuer à la réconciliation entre Belgrade et Sarajevo. Par ailleurs, ces dernières années, la Turquie a augmenté ses coopérations militaires (Firat Büyük *et al.*, 2020), et économiques avec la Serbie et est « devenue le septième fournisseur de la Serbie, soit 3,5 % de ses échanges avec l'extérieur. Fin 2017, les deux pays ont signé un nouvel accord de libre-échange, supprimant les droits de douane à l'exportation » (Ollier, 2019, p. 128). En tant que membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), la Turquie soutient l'adhésion à celle-ci des pays des Balkans occidentaux, notamment la Bosnie-Herzégovine (Huskić, 2020, p. 89) et, en ce qui concerne l'élargissement de l'UE aux pays balkaniques, elle se montre également favorable. Nous observons donc que, depuis l'effondrement de l'URSS jusqu'à aujourd'hui, la Turquie a augmenté son poids dans les Balkans occidentaux, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP. Elle est présente dans tous les pays de la région, et d'aucuns estiment que « la Turquie peut jouer un rôle complémentaire dans les efforts d'intégration et de transformation de l'UE dans les Balkans » (Ekinci, 2019, pp. 47-48). Cependant, en dépit d'un discours turc fondé sur le « principe de responsabilité » à l'égard des Balkans occidentaux, la politique turque

n'est pas appréciée unanimement, une partie de l'opinion publique se méfiant d'une forme d'ingérence dans les États de la région (Lika, 2020). C'est pourquoi la projection de la puissance turque constitue un défi politique pour l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux dans la mesure où la Turquie mène des politiques qui ne sont pas en harmonie avec celles pratiquées par l'UE.

La politique étrangère de l'Arabie Saoudite à l'égard des Balkans occidentaux

La politique de l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux présente un caractère multidimensionnel sur le plan des relations politiques, culturelles, militaires, diplomatiques et économiques. Cette politique est fondée en partie sur le principe de la « solidarité islamique » pour soutenir les communautés de confession musulmane de cette région. Durant la guerre froide, la diplomatie religieuse *wahhabite*-salafiste de facture saoudienne s'est développée, d'abord dans le monde arabe dans le dessein de rivaliser avec le panarabisme prôné par le président égyptien Gamal Abdel Nasser (Mouline, 2020, p. 44). Après l'effondrement de l'Union soviétique, le régime saoudien a développé cette diplomatie en direction des pays des Balkans occidentaux, notamment en Bosnie-Herzégovine de 1992-1995 (Conesa, 2016, p. 143). Progressivement, après les années 2000, les autres pays de la région ont été touchés par les activités des groupes *néo-salafistes* soutenus par l'Arabie Saoudite dont le *wahhabisme* s'apparente à un instrument diplomatique d'influence. Selon Conesa, « [l]a diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite est une mécanique soutenue par le système politique, mue par un groupe religieux à l'ambition planétaire, les oulémas *wahhabites*, et dotée d'une idéologie rigide mais toujours adaptable quand il s'agit de secourir le régime » (Conesa, 2016, p. 23). D'après Fatiha Dazi-Héni, « l'État saoudien a conçu son *soft power* religieux par l'intermédiaire d'Organisation non-gouvernementales (ONG) locales et d'organisations islamiques internationales dont les plus importantes sont la LIM, établie à la Mecque par le prince héritier Faysal en 1962, et l'OCI créée également à son initiative, en 1969 » (Dazi-Héni, 2017, p. 82). Riyad investit dans plusieurs secteurs pour propager l'idéologie du *wahhabisme* dans des pays comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine du Nord, à travers, plus particulièrement, la construction de mosquées, la formation d'imams en Arabie Saoudite, des aides financières suite aux catastrophes naturelles, d'appuis au développement économique, des soutiens matériels aux groupes islamiques et l'attribution de bourses étudiantes. Ainsi, « les quelques 25 000 boursiers étrangers, venus

de 160 nationalités différentes, passés par les universités islamiques saoudiennes en une trentaine d'années sont les nouveaux *apparatchiks* en charge de propager le dogme. Riyad continue à payer des salaires à certains d'entre eux repartis faire de la prédication dans leur propre pays (Conesa, 2016, p. 22). Depuis la fin de la guerre en 1999, plus de 240 mosquées ont été construites au Kosovo en grande partie avec les financements de l'Arabie Saoudite et de la Turquie (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 52 ; Ergil, 2018, pp. 125-126). Par ailleurs, les centres culturels arabes dans les Balkans occidentaux participent à l'enseignement de la langue arabe. Les réseaux saoudiens incitent la population à changer de mode de vie et de style vestimentaire (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 52). Par ces activités, l'Arabie Saoudite a introduit une interprétation islamique rigoriste, à savoir une doctrine et une pratique *wahhabite* (Lilyanova, pp. 1-2). L'objectif poursuivi par l'attribution de bourses est d'influencer les élites de la future génération. Depuis 2019, selon un accord entre Tirana et Riyad, les citoyens saoudiens peuvent entrer en Albanie sans visa (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 52). La politique de l'Arabie Saoudite à l'égard des Balkans occidentaux ne se limite pas seulement à la diplomatie religieuse, car elle développe aussi des relations économiques, commerciales, sécuritaires et militaires. Sur le plan des relations économiques, l'Arabie Saoudite a soutenu, en 1992, l'établissement de la banque de développement islamique (BID) à Tirana (Abazi, 2020, p. 176). Rappelons que ces dernières années, l'Arabie Saoudite a développé des coopérations commerciales avec certains pays de la région en particulier la Bosnie-Herzégovine. « L'un des plus remarquables est le centre-ville de Sarajevo, le plus grand centre commercial de Bosnie-Herzégovine, financé par l'Arabie saoudite » (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 60). Par ailleurs, l'Arabie Saoudite participe aussi à la construction des hôtels dans plusieurs villes dans le cadre des coopérations en matière de tourisme. Un autre exemple de l'évolution des liens financiers est la formation d'un comité trilatéral entre la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et l'Arabie Saoudite (Rrustemi *et al.*, 2019, p. 60). En matière du commerce des armes, l'Arabie Saoudite a développé des bonnes relations avec la Serbie depuis quelques années. La Serbie demeure un exportateur d'armes, et une partie des pays arabes en particulier l'Arabie Saoudite font partie de ses clients. Selon un rapport sur les exportations annuelles d'armes en 2016, « la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, l'Albanie et la Macédoine du Nord ont vendu à l'Arabie Saoudite pour plus de 118 millions d'euros d'armes et de munitions cette année-là » (BalkanInsight, 2018). En 2018 et 2019, des ventes d'armes ont également été effectuées entre la Serbie et l'Arabie Saoudite. Il semble que l'Arabie Saoudite a utilisé une partie de ces armes dans la guerre au Yémen (Čubrilo-Filipović, 2019).

La présence économique saoudienne dans les Balkans occidentaux est cependant moins importante que celle de la Turquie. Cette situation témoigne de la faiblesse de l'interdépendance économique entre l'Arabie Saoudite et les pays des Balkans occidentaux.

Les conséquences du développement de l'idéologie *wahhabite* en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et en Macédoine du Nord sont multiples. Cette diplomatie religieuse constitue une forme d'ingérence dans les affaires internes de ces pays et affaiblit leur souveraineté en plus de contribuer à la fragmentation culturelle, religieuse et politique de ces sociétés. C'est pourquoi l'augmentation de l'influence de l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux demeure une menace sécuritaire de type politique et sociétale. Dans ce sens, le conflit en Syrie a montré que de nombreux djihadistes originaires de la région et issus des courants *salafistes* s'étaient impliqués dans diverses opérations, soit « un millier de combattants des Balkans [qui auraient] participé aux combats en Irak et en Syrie » (Pierre, 2019, p. 85). Le retour de ces combattants n'est pas sans conséquences sur le plan sécuritaire et ceci produit un impact négatif sur les relations avec l'UE.

En théorie, l'Arabie Saoudite avance la notion de « solidarité islamique » à l'égard de ces pays, mais en fait cette diplomatie est au service d'un agenda expansionniste qui traduit, à travers différentes politiques, un intérêt croissant au service d'ambitions hégémoniques à peine voilées. Au regard de la réalité des relations internationales, ni la Turquie, ni l'Arabie Saoudite ne peuvent instaurer leur hégémonie dans les Balkans occidentaux dans la mesure où ni l'une ni l'autre ne disposent des éléments constitutifs d'un hégémon³. L'UE, quant à elle, continue de demeurer l'acteur principal ou le plus visible dans les Balkans occidentaux.

Conclusion

Dans cet article, nous avons analysé les politiques turque et saoudienne à l'endroit des Balkans occidentaux afin de souligner les impacts politiques et sécuritaires de cette rivalité sur les rapports entre les pays de cette région et l'UE. Les résultats de nos recherches nous amènent à affirmer que la compétition entre ces deux puissances régionales du Moyen-Orient s'inscrit dans une stratégie de *soft power* déployée afin d'augmenter leur influence respective dans le cadre d'une lutte hégémonique pour la direction du monde musulman sunnite. Les deux pays mènent une diplomatie multidimensionnelle sur le plan politique, économique,

³ Il s'agit d'une puissance hégémonique qui dirige ou domine une région sans partage avec d'autres puissances régionales.

militaire, religieux et culturel dans les Balkans occidentaux, notamment en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine du Nord et en Serbie. La comparaison entre les politiques saoudienne et turque montre que l'influence de cette dernière est plus importante en raison de l'expérience issue de la période ottomane, la proximité géographique et les effets de la politique étrangère élaborée par Davutoğlu qui a insisté sur la reconquête des zones d'influences de l'Empire ottoman par le *soft power*. Dans cette perspective, Ankara a mobilisé différents relais d'influence. Les résultats de notre recherche montrent que la politique d'influence de ces deux pays dans les Balkans occidentaux pose un problème pour la souveraineté nationale des pays comme l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo et la Macédoine du Nord, en raison de l'ingérence dans leurs affaires internes.

Cette contribution nous amène à constater que le développement des activités de ces deux pays impacte significativement la situation politique, économique et culturelle des pays balkaniques. Le développement d'un islam *wahhabite* (néosalafisme) est l'une des conséquences de la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite dont le *soft power* est traditionnellement lié au *wahhabisme* qui contribue à la fragmentation religieuse et culturelle des sociétés des Balkans occidentaux. D'un point de vue sociologique, le *soft power* saoudien trouve un écho favorable dans les pays en crise socio-économique. C'est pourquoi la diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite dans les Balkans occidentaux constitue une menace politique et sécuritaire pour l'UE. Dans ce nouveau contexte, le retour des djihadistes d'Irak et de Syrie complique la situation. En ce qui concerne la Turquie, son islam politique est au service du renforcement de son influence dans les Balkans occidentaux ; elle utilise cette région comme un levier d'influence vis-à-vis de l'UE dont elle ambitionne d'être membre ; cependant la poursuite de cette politique paradoxale l'en éloigne. Par ailleurs, les événements politiques de ces dernières années, notamment en Libye et en Syrie, montrent que lorsque la Turquie estime que c'est nécessaire, elle n'hésite pas à utiliser son *hard power* pour défendre ses intérêts dans ses zones d'influences. Par conséquent, cette approche diplomatique présente un défi politique pour l'UE dans les Balkans occidentaux et peut impacter les relations de la Turquie et de l'UE.

Bibliographie

Livres

- Buzan Barry and Waever Ole (2003), *Regions and Powers, The Structure of International Security*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Conesa Pierre (2016), *Dr. Saoud et Mr. Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie saoudite*, Paris : Robert Laffont.
- Djalili Mohamed-Reza et Kellner Thierry (2012), *L'Iran et La Turquie face au 'printemps arabe'*, Bruxelles : GRIP.
- Dazi-Héni Fatiha (2017), *L'Arabie Saoudite en 100 questions*, Paris : Tallandier.
- Nye Joseph S. (2002), *The Paradox of American Power*, New York: Oxford University Press.

Ouvrages collectifs

- Mervin Sabrina et Mouline Nabil (eds.) (2017), *Islams politiques. Courants doctrines et idéologies*, Paris : CNRS Éditions.
- Parlar Dal Emel (eds.) (2012), *La politique turque en question : entre imperfections et adaptations*, Paris : l'Harmattan.

Chapitres d'ouvrages collectifs

- Abazi Erika (2020), "Albania: New geopolitics and shifting linkages", in Bieber Florian and Tzifakis Nikolaos (eds.), *The Western Balkans in the World. Linkages and Relations with Non-Western Countries*, London and New York: Routledge, pp. 164-183.
- Ergil Doğu (2018), "Turkey's power and influence on Kosovo", in Philips David L. and Peci Lulzim (eds.), *Threats and Challenges to Kosovo's Sovereignty*, New York/Prishtina: Columbia University/KIPRED, pp. 118-134.
- Huskić Adnan (2020), "Bosnia and Herzegovina: Abandoned by the West, embraced by the East?", in Bieber Florian and Tzifakis Nikolaos (eds.), *The Western Balkans in the World. Linkages and Relations with Non-Western Countries*, London and New York: Routledge, pp. 83-107.
- Jabbour Jana (2019), "Permanence et mutation des alliances dans la diplomatie de la Turquie : les symptômes de l'affirmation d'une

- puissance moyenne émergente”, in Marcou Jean (dir.), *La Turquie et ses nouveaux 'alliés'*, Paris : l'Harmattan, pp. 15-26.
- Lika Liridon (2016), “La pénétration turque dans les Balkans occidentaux : quels défis pour le projet d'élargissement de l'UE ?”, in Santander Sebastian (dir.), *Concurrences régionales dans un monde multipolaire émergent*, Bruxelles : Peter Lang, pp. 239-251.
- Lika Liridon (2018), “Étude des frontières internationales des États des Balkans occidentaux. Le cas de la République du Kosovo”, in Lika Liridon et al. (dir.), *Frontières : approche multidisciplinaire*, Liège : Presses Universitaires de Liège, pp. 23-45.
- Mouline Nabil (2017), “Les prétentions hégémoniques du wahhabisme”, in Mervin Sabrina et Mouline Nabil (dir.), *Islams politiques. Courants, doctrines et idéologies*, Paris : CNRS Éditions, pp. 37-70.
- Ollier Johanna (2019), “Quelle place pour la Turquie dans les Balkans”, in Marcou Jean (dir.), *La Turquie et ses nouveaux 'alliés'*, Paris : l'Harmattan, pp. 121-130.
- Öztürk Ahmet Erdi and Akgönül Samim (2020), “Turkey: Forced marriage or marriage of convenience with the Western Balkans?”, in Bieber Florian and Tzifakis Nikolaos (eds.), *The Western Balkans in the World. Linkages and Relations with Non-Western Countries*, London and New York: Routledge, pp. 225-240.
- Petiteville Franck (2017), “L'Union européenne, acteur conditionnel de la résolution des conflits”, in Bazin Anne et Tenenbaum Charles (dir.), *L'Union européenne et la paix*, Paris : Sciences Po, pp. 113-135.
- Preuschaft Menno (2016), “Islam and Identity in Foreign Policy”, in Neil Patrick (eds.), *Saudi Arabian Foreign Policy*, London and New York: I.B. Tauris, pp. 16-29.
- Rigoulet-Roze David (2019), “Les déconvenues des tentatives de rapprochement turco-saoudiennes : d'impossibles alliés pour une impossible alliance ?”, in Marcou Jean (dir.), *La Turquie et ses nouveaux 'alliés'*, Paris : l'Harmattan, pp. 73-90.
- Tinas Rukiye (2012), “De l'islamisme au post-islamisme : l'évolution du Parti de la justice et du développement (AKP)”, in Parlar Dal Emel (dir.), *La politique turque en question : entre imperfections et adaptations*, Paris : l'Harmattan, pp. 81-107.
- Visoka Gëzim (2020), “Kosovo: Between Western and non-Western states”, in Bieber Florian and Tzifakis Nikolaos (eds.), *The Western*

Balkans in the World. Linkages and Relations with Non-Western Countries, London and New York: Routledge, pp. 108-125.

Articles de revues scientifiques

Billion Didier (2010-2011), "Laïcité, islam politique et démocratie conservatrice en Turquie", *Confluences méditerranée*, n° 76, pp. 37-49.

Clayer Nathalie (2004/5), "Les musulmans des Balkans. Ou l'islam de 'l'autre Europe'", *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1045, pp. 16-27.

Davutoğlu Ahmet (2008), "Turkey's Foreign Policy Vision: An Assessment of 2007", *Insight Turkey*, vol. 10, n° 1, pp. 77-96.

Ekinci Mehmet Uğur (2019), "Turkey's Balkan Policy and Its Skeptics", *Insight Turkey*, vol. 21, n° 2, pp. 37-50.

Garapon Béatrice (2010), "La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la 'doctrine Davutoğlu'", *Revue Averroès*, n° 3, Printemps-été, pp. 1-10.

Krasniqi Gëzim (2011), "The 'forbidden fruit': Islam and politics of identity in Kosovo and Macedonia", *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 11, n° 2, pp. 191-207.

Mouline Nabil (2020), "Arabie Saoudite : une nouvelle diplomatie religieuse ?", *Politique étrangère*, n° 1, pp. 43-55.

Pierre Jean-Philippe (2019), "Les Balkans occidentaux, confins sécuritaires de l'Europe ou cheval de Troie d'un nouvel islamisme ?", *Revue Défense Nationale*, n° 822, pp. 81-86.

Schmid Dorothée (2018), "La synthèse AKP. De la 'démocratie islamique' à 'l'islamo-nationalisme'", *Questions internationales*, n° 96, pp. 11-20.

Sur Serge (2018), "L'âme de l'islam, le corps du roi, les fruits du pétrole", *Questions internationales*, n° 89, pp. 4-11.

Rapports et recherches

Dérens Jean-Arnault et GESLIN Laurent (2013), "Les Balkans au défi d'une radicalisation de l'Islam", *Religioscope*, études et analyses-n° 31, octobre, pp. 1-29.

Lika Liridon (2020), "Les Balkans occidentaux entre l'intégration européenne et la projection d'influence des puissances émergentes", *BePolitix*, (ABSP), 16 décembre, disponible à l'adresse suivante : <https://absp.be/Blog/balkans-integration-europeenne/> (consulté le 7 mars 2021).

Lilyanova Velina, Members' Research Service (2017), "Saudi Arabia in the Western Balkans", *European Parliamentary Research Service (EPRS)*, PE 614.582, November 17, pp. 1-2.

Rrustemi Arlinda *et al.* (2019), "Geopolitical Influences of External Powers in the Western Balkans", *Report, The Hague Centre for Strategic Studies (HCSS)*, September 30, pp. 1-208.

United Nations Development Programme Albania (UNDP) (2018), "Religious tolerance in Albania", *Report, Tirana, Albania*, pp. 1-90.

Déclarations officielles

Déclaration de Robert Schuman du 9 mai 1950.

Articles de presse

BalkanInsight (2018), "Saudi Arabia Remains key Buyer of Balkan Arms", *BalkanInsight, BIRN*, July 6, disponible à l'adresse suivante : <https://balkaninsight.com/2018/07/06/balkan-countries-continue-selling-arms-to-saudi-arabia-07-05-2018/> (consulté le 5 mai 2021).

Čubrilo-Filipović Milica (2019), "Les secrets des ventes d'armes de la Serbie à l'Arabie Saoudite", *Le Courrier des Balkans*, 14 octobre, disponible à l'adresse suivante : <https://www.courrierdesbalkans.fr/ventes-d-armes-de-la-serbie-a-l-arabie-saoudite> (consulté le 5 mai 2021).

Dérens Jean-Arnault et Geslin Laurent (2016), "Dans les Balkans, le plus vieil islam d'Europe", *Le Monde diplomatique*, septembre, disponible à l'adresse suivante : <https://www.monde-diplomatique.fr/2016/09/DERENS/56192> (consulté le 6 mars 2021).

Firat Büyüyük Hamdi *et al.* (2020), "With Arms Deals and Donations, Turkey Steps up Balkan Influence", *BalkanInsight*, December 11, disponible à l'adresse suivante : <https://balkaninsight.com/2020/12/11/with-arms-deals-and-donations-turkey-steps-up-balkan-influence/> (consulté le 5 mai 2021).

Presentation of the Journal/ Présentation de la Revue

Name/Nom :

Journal of Cross-Regional Dialogues/Revue de Dialogues Inter-Régionaux

Scope of the journal/Portée de la revue :

The field on regionalism studies has long been centered and dominated by the study of European integration. The intention of this scientific journal is to go beyond the euro-centric perspective and open up to the comparative analysis of the phenomenon of regionalization and the regional organizations that structure the international scene, as well as the study of their respective interactions. The journal aims to study the regional phenomenon from the inside-out and outside-in perspective in order to better understand its internal dynamics, the external influences (globalization, multipolarization) of which it is the object and its role in international relationships. The project is open to interdisciplinarity and aims to provide multi-thematic analyzes of regional experiences in Africa, Latin America and North America, Asia, Eurasia and Oceania without neglecting study of European regionalism.

La discipline sur l'étude du régionalisme a longtemps été centrée et dominée par l'étude de la construction européenne. L'intention de cette revue scientifique consiste à dépasser la perspective euro-centrique pour s'ouvrir à l'analyse comparée du phénomène de régionalisation et des organisations régionales qui structurent la scène internationale, ainsi qu'à l'étude de leurs interactions respectives. La revue ambitionne d'étudier le phénomène régional à partir de la double perspective *inside-out* et *outside-in* afin de mieux comprendre sa dynamique interne, les influences externes (mondialisation, multipolarisation) dont il fait l'objet ainsi que son rôle dans les relations internationales. Le projet est ouvert à l'interdisciplinarité et aspire à fournir des analyses multi-thématiques sur les expériences régionales d'Afrique, d'Amérique latine et du Nord, d'Asie, d'Eurasie et d'Océanie sans pour autant négliger l'étude du régionalisme européen.

Peer review/Évaluation par les pairs :

Journal of Cross-Regional Dialogues (published by the University of Liege Press) is an open-access peer-reviewed scholarly journal. The journal is committed to rigorous peer review, based on an initial editor screening and anonymised refereeing by at least two referees.

La Revue de Dialogues Inter-Régionaux (publiée par les Presses de l'Université de Liège) est une revue scientifique en accès libre. Elle procède à une évaluation rigoureuse par les pairs, basée sur une sélection initiale de l'éditeur et sur une appréciation anonyme par au moins deux évaluateurs.

Publication process and open-access policy/Processus de publication et politique d'accès ouvert :

The University Presses of Liège publish scientific books. The journal is a non-profit scholarly initiative. It applies open access policies and commit to promoting scholarly discussions. An e-version of articles will be available online from the moment of publication. At the same time, a paper version will also be published.

Les Presses Universitaires de Liège publient des ouvrages scientifiques. La revue est une initiative savante à but non lucratif. Elle applique des politiques de libre accès et s'engage à promouvoir des discussions savantes. Une version électronique des articles sera disponible en ligne à partir du moment de la publication. Parallèlement, une version papier sera également publiée.

Instruction for authors/Instruction pour les auteurs :

Word Count: 6000-8000 words.

Nombre de mots : 6000-8000 mots.

Frequency of issue/Fréquence des numéros :

Yearly/annuel

Editorial Board/Comité éditorial :

- Director of the journal: Sebastian Santander

- Editor-in-Chief: Antonios Vlassis
- Assistant Editors: Vincent Bricart/Camille Schmitz

Editorial Advisory Board/Comité consultatif de rédaction :

- Mustafa Aydin, Kadir Has University/Université Kadir Has, Turkey/Turquie
- Kamal Bayramzadeh, University of Paris XIII and University of Liège/Université Paris XIII et Université de Liège, France and/et Belgium/Belgique
- Pierre Chabal, University of Le Havre/Université du Havre, France
- Solange Chatelard, Paris Institute of Political Studies/Institut d'études politiques de Paris, France
- Christian Deblock, Quebec University in Montreal/Université du Québec à Montréal, Canada
- Jean-Christophe Defraigne, The UCLouvain Saint-Louis – Brussels/UCLouvain Saint-Louis – Bruxelles, Belgium/Belgique
- Philippe Delombaerde, NEOMA Business School/École supérieure de commerce NEOMA, France
- Geoffrey Edwards, University of Cambridge/Université de Cambridge, United Kingdom/Royaume-Uni
- Rory Finnin, University of Cambridge/Université de Cambridge, United Kingdom/Royaume-Uni
- Eric Florence, University of Liège/Université de Liège, Belgium/Belgique
- Arben Hajrullahu, University of Prishtina/Université de Prishtina, Kosovo
- Neil Kent, University of Cambridge/Université de Cambridge, United Kingdom/Royaume-Uni
- David Lane, University of Cambridge/Université de Cambridge, United Kingdom/Royaume-Uni
- Liridon Lika, University of Liège and University of Maastricht/Université de Liège et Université de Maastricht, Belgium/Belgique and/et Netherlands/Pays-Bas
- Sherzod Madzydovich Abdullaev, University of World Economy and Diplomacy/Université d'Économie mondiale et de Diplomatie, Uzbekistan/Ouzbékistan
- Giovanni Molano Cruz, National University of Colombia/Université nationale de Colombie, Colombia/Colombie

- Mikhail Molchanov, American University of Sharjah/Université américaine de Sharjah, United Arab Emirates/Émirats Arabes Unis
- Georges Mulumbeni, University of Lubumbashi/Université de Lubumbashi, Democratic Republic of the Congo/République démocratique du Congo
- Valentin Naumescu, University of Babes-Bolyai/Université de Babes-Bolyai, Romania/Roumanie
- Marc Ozawa, NATO Defence College/Collège de défense de l'OTAN, Italy/Italie
- Michèle Rioux, Quebec University in Montreal/Université du Québec à Montréal, Canada
- Vsevolod Samokhvalov, University of Liège/Université de Liège, Belgium/Belgique
- Miriam Saraiva, State University of Rio de Janeiro/Université d'État de Rio de Janeiro, Brazil/Brésil
- Marco Siddi, Finnish Institute of International Affairs/Institut finlandais des Affaires internationales, Finland/Finlande
- Mario Telò, Free University of Brussels/ Université libre de Bruxelles, Belgium/Belgique
- Jacques Ténier, Rennes Institute of Political Studies/Institut d'études politiques de Rennes, France
- Alena Vieira, University of Coimbra/Université de Coimbra, Portugal
- Weidong Wang, China Jiliang University/Université China Jiliang, China/Chine

Note/Remarque :

Authors hold sole responsibility for the views expressed in their texts, which may not necessarily reflect the opinion or policy of the journal.

Les auteurs sont seuls responsables des opinions exprimées dans leurs textes et ne reflètent pas nécessairement l'opinion ou la politique de la revue.

Address/Adresse :

Quartier Agora, Place des Orateurs, 3, boîte 10
4000 Liège, Belgique
Email : jcrd@uliege.be